Mise en œuvre d'une réforme en Suisse

Jean Racine

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3395>

DOI : 10.4000/ries.3395

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 1996

Pagination : 91-98

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean Racine, « Mise en œuvre d'une réforme en Suisse », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 09 | 1996, mis en ligne le 19 août 2013, consulté le 23 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3395> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.3395>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2021.

© Tous droits réservés

Mise en œuvre d'une réforme en Suisse

Jean Racine

- 1 C'est en 1975 que la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP)¹ a recommandé aux vingt-six cantons et demi-cantons une réforme de l'enseignement d'une deuxième langue nationale. Il faut insister sur le fait qu'il ne s'agissait là que de recommandations, ce qui leur laissait, ainsi qu'aux régions, la possibilité d'une mise en œuvre à leur gré et au rythme qui leur semblait le plus approprié.
- 2 Ces recommandations prévoyaient une réforme sur le plan des structures et des contenus ainsi que sur le plan plus général de l'enseignement².

Les structures

- 3 En ce qui concerne les structures, la CDIP a retenu les principes suivants pour l'enseignement de la langue 2 qui devra être obligatoire pour tous les élèves ; débiter selon le système scolaire des cantons, en 4^e ou 5^e année scolaire³ ; être prodigué par l'enseignant principal (maître généraliste) ; de plus, cet enseignement ne devra pas avoir au niveau du primaire d'effet ni sur les critères de promotion et de sélection ni sur le passage dans le secondaire⁴ ; la langue 2 sera le français pour la Suisse alémanique, l'allemand pour la Suisse romande, le français et l'allemand pour le Tessin⁵ ; enfin, l'enseignement de la langue 2 subira une profonde réforme.
- 4 Les recommandations de 1975 seront réalisées en l'an 2000 dans tous les cantons suisses (sauf dans le canton d'Argovie).

La Suisse des langues

Un **pays quadrilingue** : allemand, français, italien, romanche (langue romane parlée dans quelques cantons des Grisons, du Tyrol et du Frioul) sont reconnus comme langues nationales.

Des habitants monolingues en majorité : environ 75 %, soit 5 170 910 personnes sur une population résidente de 6 873 687.

<i>Répartition :</i>	allemand	3 663 228
	français	1 193 418
	italien	301 301
	romanche	12 963
	une autre langue	141 835

Mais environ 25 % de la population sont **bilingues ou plurilingues**, les taux les plus élevés se rencontrant dans les grandes villes : Berne (37 %), Bâle (31 %), Zürich (29 %), en raison de la présence de populations migrantes.

<i>Bilingues :</i>	allemand/français	690 439
	allemand/italien	308 374
	allemand/romanche	28 840
	français/italien	129 962
	français/romanche	709
	italien/romanche	1 191
<i>Trilingues :</i>	allemand/italien/français	242 432
	allemand/italien/romanche	7 111
	allemand/français/romanche	3 723
	français/italien/romanche	681
<i>Quadrilingues :</i>	allemand/français/italien/romanche	7 135 (0,1 %)

Les 26 systèmes éducatifs dispensent, en règle générale, un **enseignement monolingue** : en allemand dans les cantons alémaniques, en français dans les cantons romands, en italien au Tessin et dans le canton des Grisons, en romanche dans quelques régions et communes des Grisons.

L'**ouverture de l'enseignement au bilinguisme** est envisagée depuis l'adoption en 1995 de la *Déclaration politique sur l'enseignement bilingue en Suisse* par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP).

Prochaine étape : la votation de l'article constitutionnel des langues en Suisse (mars 1996).

Les contenus

- 5 Sur le plan des contenus, la réforme consiste en une réforme interne de l'enseignement des langues : elle concerne aussi bien des aspects didactiques que le passage d'un degré scolaire à un autre, le perfectionnement des enseignants ainsi que les moyens d'enseignement.

Aspects didactiques et méthodologiques

Les objectifs

- 6 Les objectifs retenus se fondent sur les savoir-faire à atteindre. Les connaissances du système formel de la langue sont fonctionnalisées dans la perspective d'un enseignement à des fins de communication qui permette aux élèves d'acquérir une langue pour s'en servir avec des interlocuteurs la pratiquant comme langue première.
- 7 L'enseignement/apprentissage sera axé sur les quatre compétences linguistiques selon les répartitions suivantes :

Attitudes des élèves vis-à-vis du multiculturalisme

- 8 Le contact avec d'autres personnes permet d'élargir l'éventail des expériences des élèves et de leur faire comprendre que les différences culturelles et linguistiques ne sont pas contraignantes mais enrichissantes. L'enseignement apprentissage d'une deuxième langue nationale doit favoriser des contacts avec des interlocuteurs parlant une autre langue que la leur. Ainsi l'enseignement de la deuxième langue prend une dimension interculturelle permettant aux élèves d'acquérir une culture de l'altérité.

Aptitudes à la communication

- 9 Les élèves doivent acquérir les aptitudes nécessaires à la communication, ils doivent être capables de comprendre et de se faire comprendre, ils doivent apprendre à formuler leurs besoins et à exprimer leurs opinions. Pour cela, l'enseignement utilisera méthodiquement des techniques d'apprentissage et permettra aux élèves de développer leur responsabilité et leur autonomie dans les processus d'apprentissage.

Développement des compétences

- 10 L'importance accrue attribuée à l'expression orale a entraîné un déplacement des priorités, un changement dans la manière d'enseigner et la nécessité de mettre en place d'autres formes d'évaluation.
- 11 Un accent particulier est mis également sur le développement des compétences de compréhension de messages parlés et de textes écrits, ce qui impliquera des répercussions du point de vue de la réalisation de nouveaux matériaux d'apprentissage, l'emploi de textes authentiques et l'intégration, dans le processus d'apprentissage, de nouvelles stratégies de compréhension.

Coordination verticale

- 12 Le passage d'un degré à l'autre devra se faire d'une manière coordonnée pour éviter des déperditions. Une première charnière se situe lors du passage du primaire au secondaire 1. L'introduction de l'enseignement obligatoire de la langue 2 dans tout le primaire oblige les enseignants du secondaire à revoir fondamentalement les concepts d'enseignement de la langue 2 appliqués traditionnellement avant la réforme. Un des changements importants – qui s'ajoute au renforcement des compétences orales – consiste dans le fait que les nouveaux élèves ont déjà développé des compétences et qu'ils s'attendent à un enseignement qui tiendra compte de leurs acquis.
- 13 Il est évident que le passage du primaire au secondaire demande un accompagnement conséquent qui implique le développement d'une culture communicative à maintenir entre les enseignants du primaire et du secondaire 1 mais aussi entre ceux du secondaire 1 et du secondaire 2.
- 14 Pour encourager et faciliter les entretiens verticaux, la commission langue 2 de la CDIP a recommandé, en 1987, les « points de rencontre » permettant aux enseignants de se rendre compte du degré de savoir-faire des élèves passant du primaire au secondaire 1 ou du secondaire 1 au secondaire 2. Les contacts entre tous les enseignants de tous les degrés sont difficiles à réaliser et à maintenir. En ce qui concerne l'application de la réforme au niveau du secondaire, il faudra de plus en plus encourager un enseignement axé sur des objectifs d'apprentissage, des compétences et des savoir-faire définis. Il conviendra, en outre, de poursuivre la création de matériels permettant une évaluation adéquate des élèves.
- 15 Il sera indispensable pour le corps enseignant à tous les degrés de prendre connaissance des résultats de la recherche dans le domaine de la linguistique et de la linguistique appliquée, d'en discuter et d'en déduire les conséquences qui en découlent du point de vue des applications.

Formation de base et perfectionnement des enseignants

La formation initiale

- 16 On peut affirmer que la méthodologie et la didactique de l'enseignement du français commence à prendre place dans la formation initiale des maîtres. Dans plusieurs cantons, la didactique de la langue 2 a été ajoutée aux programmes. Des stages pour la formation linguistique ont été mis en place. Cependant, il faudra encore fournir de grands efforts jusqu'à ce que les *plans « d'études-cadres »*⁶ élaborés en 1982 soient définitivement institutionnalisés dans tous les cantons.
- 17 Pour ce qui est de la formation des enseignants dans le secondaire 2, elle se fait en règle générale dans les différentes universités. Elle manque cependant d'une coordination systématique. La formation initiale pour les enseignants du secondaire 1 et du secondaire 2 est réglementée dans les différents cantons. D'une manière générale, on peut dire que les enseignants du secondaire sont obligés d'effectuer des stages d'une durée de trois à neuf mois dans une région ou un pays où la langue à apprendre est langue 1.

La formation continue

- 18 La formation continue dans l'enseignement primaire a été orientée dans deux directions : formation linguistique d'une part, formation didactique d'autre part.
- 19 La formation linguistique s'étend, selon les cantons, d'une durée allant d'un à trois mois. Il s'agit pour ce qui est de la Suisse alémanique, de cours intensifs qui ont été organisés par les responsables cantonaux en vue de la réforme de l'enseignement de la langue 2. Ces cours de langue sont conçus selon une didactique exemplaire, axée sur une pédagogie de la communication. Il a été créé, notamment, en vue du perfectionnement du corps enseignant, un cours de français⁷ qui comprend trente émissions radiophoniques, trente dossiers de travail et trente séminaires (rencontres hebdomadaires de trois heures). Il a été radiodiffusé en 1983 et en 1984 et a suscité, en Suisse alémanique, un grand intérêt (10 000 inscriptions).
- 20 En ce qui concerne le perfectionnement linguistique en Suisse, il peut aider à promouvoir, à l'intérieur du pays, les apprentissages des autres langues nationales. Il est clair que le choix du lieu, qui n'est pas fixé d'avance par des mesures cantonales, reste en rapport avec des représentations « stéréotypes » dont les enseignants sont imprégnés. Les Alémaniques ont en général une attitude positive envers la Suisse romande. La langue française jouit chez eux d'un prestige considérable. Par contre, les représentations que les Romands ont des Alémaniques s'avèrent moins positives : méfiance par rapport à la majorité politique, refus des dialectes parlés en Suisse alémanique, consternation devant le fait qu'en Suisse alémanique (si l'on réduit la situation linguistique à une formule un peu simple) on lise et écrive en allemand standard (« le bon allemand » comme disent les Romands) mais que l'on s'entretienne dans l'un des dialectes alémaniques qui ne sont pas enseignés systématiquement dans les écoles romandes. Tout cela peut expliquer que la formation linguistique en allemand pour les enseignants du primaire romand, ait lieu en dehors de notre pays. Ceci s'avère d'autant plus paradoxal que les recommandations de la CDIP de 1975 et de 1986 mettaient en avant l'amélioration des contacts et de la compréhension entre les régions linguistiques. La diglossie « dialectes alémanique-allemand standard » pose en Suisse alémanique des problèmes évidents mais il faut ajouter le fait que depuis l'abolition du mur de Berlin et l'ouverture vers l'Allemagne et les pays de l'Est, l'allemand standard a connu un nouvel essor en Europe. Cela peut aussi expliquer que les enseignants romands aient plutôt tendance à aller apprendre l'allemand en Allemagne plutôt qu'en Suisse alémanique.
- 21 Dans les cours de formation continue, la didactique occupe, selon les cantons, pour les enseignants du primaire, un temps variant entre une à quatre semaines. Tous les programmes de ces cours sont en rapport avec les objectifs préconisés par la CDIP en 1975 et en 1986.
- 22 Une difficulté importante réside – pour l'articulation primaire/secondaire déjà évoquée – en un certain traditionalisme didactique des enseignants du secondaire 1 et 2. Pour eux, la formation didactique en langue 2 n'est pour ainsi dire nulle part obligatoire : elle n'atteindra que les enseignants intéressés par des questions de réforme et qui ne sont pas hostiles à leur principe.

La création de nouveaux moyens d'enseignement

- 23 Une des recommandations de la CDIP préconisait que les régions créent des moyens d'enseignement permettant aux enseignants du primaire et du secondaire d'atteindre les objectifs de la réforme. Il n'a pas été possible dans ce pays fédéraliste de se mettre d'accord sur une méthode par région, si bien qu'il y en a eu entre cinq et sept différentes en Suisse romande, cinq à sept en Suisse alémanique, chacune ayant plus ou moins adopté les principes de la réforme.
- 24 Actuellement, le débat, en Suisse, porte sur les principes selon lesquels les nouveaux matériels d'enseignement/apprentissage devront être conçus. Retenons quelques principes formulés par des mots-clés les plus souvent énoncés : modularité, transformabilité, autonomisation des élèves, différenciation de leurs besoins et de leurs prestations, authenticité du matériel, pluralisme méthodologique, etc.⁸

Développement des échanges

- 25 C'est en 1985 que la CDIP a recommandé aux cantons de développer les échanges d'élèves et d'enseignants. Certains cantons, notamment ceux de la région du Nord-Ouest de la Suisse, échangent régulièrement plus d'une vingtaine de maîtres et de classes primaires et secondaires par année avec la France avoisinante (académies de Strasbourg et de Besançon). Bien qu'il y ait une infrastructure professionnellement spécialisée en Suisse, les échanges ne font pas encore partie des programmes et plans d'études. Il reste dans ce domaine un grand travail à accomplir pour atteindre l'objectif selon lequel chaque élève devrait, pendant sa scolarité obligatoire, pouvoir bénéficier au moins une fois d'un contact plus étroit avec une autre région linguistique.

Perspectives

- 26 Les efforts qui ont été fournis en Suisse pour promouvoir l'enseignement de la langue 2 ont été très bien perçus par les élèves et les parents. Le corps enseignant du primaire accepte sans hésitation la réforme ainsi qu'une grande partie des enseignants du secondaire, un peu plus critiques toutefois par rapport aux objectifs qui mettent en valeur un enseignement à des fins de communication.
- 27 Cependant, malgré les progrès déjà réalisés dans le domaine de l'enseignement des langues, les procédés d'enseignement/apprentissage peuvent et doivent être développés en vue d'une plus grande efficacité, nécessitée par la construction de l'Europe. C'est dans cette optique qu'il faut situer la dernière déclaration de la CDIP concernant la « Promotion de l'enseignement bilingue en Suisse » qui a été adoptée en 1995 (voir document annexe).
- 28 Par cette déclaration, la CDIP affirme sa volonté de s'engager. Ce sont les cantons qui devront relever le défi et trouver les concrétisations au niveau scolaire susceptibles de rendre plus efficaces encore l'enseignement des langues vivantes en Suisse.

Déclaration de la CDIP et des directeurs cantonaux de l'économie publique responsables de la formation professionnelle

- 29 Les recommandations et décisions concernant l'introduction, la réforme et la coordination de l'enseignement de la deuxième langue nationale pour tous les élèves pendant la scolarité obligatoire, adoptées par la CDIP en 1975, stipulaient qu'il était admis que l'apprentissage d'une langue étrangère était « un des objectifs de l'enseignement », et les « Points de rencontre » à la charnière des scolarités obligatoire et postobligatoire, édictés en 1986, précisaient et étendaient cet objectif.
- 30 La CDIP apprécie les mesures entreprises et les efforts fournis par les autorités cantonales pour mettre en œuvre les recommandations et décisions précitées, et les prie de continuer à œuvrer dans ce sens.
- 31 L'apprentissage des langues étrangères revêt une importance toujours plus grande. Une bonne connaissance des langues – nationales et autres – contribue à renforcer la cohésion entre les différentes communautés linguistiques et culturelles du pays et facilite la cohabitation avec d'autres groupes linguistiques. En Suisse comme à l'étranger, le plurilinguisme facilite la mobilité des personnes, que ce soit pour leur formation ou pour l'exercice d'une activité professionnelle. Il convient par conséquent de soutenir et d'encourager les efforts qui sont faits, dans le cadre de l'enseignement général et de la formation professionnelle, pour améliorer encore les compétences linguistiques.
- 32 L'enseignement bilingue – à savoir : l'enseignement, dans une langue étrangère, de disciplines non linguistiques, précédé, accompagné ou suivi d'un enseignement de la langue étrangère elle-même – est un moyen approprié pour accroître l'efficacité de l'apprentissage des langues et compléter d'autres formes d'enseignement des langues étrangères :
 - l'enseignement bilingue devrait être offert dans tous les types d'écoles, en tenant compte de l'âge des apprenants et de la situation locale ;
 - il faut permettre et encourager l'obtention de certificats de maturité portant la mention « enseignement bilingue » ;
 - les autorités sont appelées à éliminer tout ce qui, du point de vue juridique et administratif, pourrait faire obstacle à l'introduction d'un enseignement bilingue et à créer, au niveau de la formation des enseignants, du matériel d'apprentissage et du matériel d'enseignement, des conditions favorables à cet enseignement.
- 33 La CDIP s'engage à promouvoir l'échange d'informations et d'expériences sur les projets à venir, les modèles existants, les résultats de la recherche et les évaluations effectuées dans le domaine de l'enseignement bilingue. Cela devrait permettre d'éviter des doubles emplois et d'assurer une coordination optimale des différents travaux.

NOTES

1. Les directeurs ou directrices de l'enseignement public sont, en d'autres termes, les ministres de l'Éducation des cantons.
2. Je résume les résultats d'une enquête systématique entreprise par la Commission langue 2 de la CDIP CH et publiée dans Dossier 20 CDIP, « Réforme de l'enseignement de la langue seconde dans les écoles obligatoires », Berne, CDIP, 1992.
3. Dans le canton du Tessin, l'enseignement du français commence à la 3^e année de la scolarité, celui de l'allemand à la 7^e année.
4. Les cantons bilingues (Berne, Valais, Fribourg) ainsi que le canton de Bâle-Ville n'ont pas tenu compte de cette recommandation qui avait été retenue pour garantir un enseignement ludique et sans contrainte de notation (ce qui n'exclut pas l'évaluation) au niveau primaire.
5. Le canton d'Uri a décidé, en se basant sur les recommandations qui proposaient – en accord avec les propositions du Conseil de l'Europe – que la langue 2 soit la langue du voisin, d'enseigner l'italien. Il est probable que le canton des Grisons adoptera dans les parties non romanches la même démarche, étant donné la proximité et le prestige de l'italien dans les Grisons.
6. *Plans « d'études-cadres » pour la formation des instituteurs en vue de l'enseignement du français (langue 2) pendant la scolarité obligatoire*, Berne, CDIP, 1992.
7. Beat Vonarburg, Jean Racine, Joseph Lischer, *Funkkolleg Französisch/ Cours de français*, Lucerne, ILZ, 1983.
8. *Bulletin langue 2* (1-1995 et 1-1996), Berne, CDIP, 1995 et 1996.

RÉSUMÉS

Les recommandations de 1975 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP) concernant l'enseignement d'une langue 2 a permis une évolution très positive tant sur les contenus et sur les moyens didactiques de cet enseignement que sur le perfectionnement et les moyens pédagogiques utilisés. La Déclaration sur « la promotion de l'enseignement bilingue », adoptée en 1995, conforte et encourage cette politique.

INDEX

Index géographique : Suisse

Mots-clés : école primaire, enseignement des langues, langues étrangères, réforme, enseignement précoce des langues vivantes, enseignement d'une langue seconde

AUTEUR

JEAN RACINE

Président de la Commission langues vivantes de la CDIP Nord-Ouest, canton de Soleure, Suisse.